

[Texte]

As to breaking it down into short-and long-term lending, as of December 31, 1989, treasury bills accounted for \$120 billion or 42.2%. That is short term. Marketable bonds make up \$122,705,000,000, and that is about 42.9%. That is long term. Canada Savings Bonds account for \$42.5 billion or 14.9%. That is as of December 31, 1989, when the total Canadian dollar debt was \$285 billion. Does that answer your question?

Mr. Manley: What is the foreign currency debt?

• 1125

Mr. McDermid: The foreign currency debt is \$5.896 billion, which is 2% of the total foreign currency debt.

You understand with respect to treasury bills and marketable bonds some of those would be held by foreigners.

Mr. Manley: Some of those are foreign held—

Mr. McDermid: Yes.

Mr. Manley: —and that is what adds up to the 20%.

Last June the finance committee in a unanimous report recommended that the government consider the advisability of reducing its reliance on short-term debt by bringing about a substantial shift in the distribution of outstanding debt toward long-term maturities. Can you tell us what, if any, action has been taken with respect to that recommendation by the finance committee, and how it is reflected in the current borrowings?

Mr. McDermid: With your permission, I could ask Gordon King to comment on that.

Mr. Gordon King (Director General, Financial Sector Policy, Office of Privatization and Regulatory Affairs): Actually, last year there was a fairly large bond program, although the fact that borrowing authority was not passed until the end of the first fiscal quarter meant that there was a period during which the government could not issue bonds. But subsequent to that period, in terms of the amount of bonds over a nine-month period the issuance of bonds was at a much faster rate than it had been in earlier years.

The government obviously has to balance its reliance on the markets. If it pushes too much debt into any particular part of the market it can start pushing prices up against it and cause digestion problems for the market. There is a trade-off there between where you would like to borrow, and given the size of the debt you obviously have to accommodate what the market is prepared to absorb.

[Traduction]

Quant à la répartition entre les emprunts à court et à long terme, au 31 décembre 1989, les bons du Trésor représentaient 120 milliards de dollars, soit 42,2 p. 100 du montant total. Il s'agit là d'emprunts à court terme. Les obligations négociables représentent un montant de 122,705,000,000 \$, ce qui donne environ 42,9 p. 100. Ce sont les emprunts à long terme. Les obligations d'épargne du Canada se chiffraient à 42,5 milliards de dollars, soit 14,9 p. 100 des emprunts totaux. Tels étaient les chiffres au 31 décembre 1989. A cette date, la dette totale en dollars canadiens s'élevait à 285 milliards de dollars. Cela répond-il à votre question?

M. Manley: Quel est le montant de notre dette en devises étrangères?

M. McDermid: La dette en devises étrangères se chiffre actuellement à 5,896 milliards de dollars, ce qui représente 2 p. 100 du total.

Bien entendu, une certaine partie des bons du Trésor et des obligations négociables sont entre les mains d'investisseurs étrangers.

M. Manley: Certains de ces titres sont détenus par des étrangers...

M. McDermid: Oui.

M. Manley: ...et c'est ce qui donne le total de 20 p. 100.

En juin dernier, le Comité des finances a recommandé, dans un rapport unanime, que le gouvernement songe à souscrire moins d'emprunts à court terme au profit d'emprunts à plus longue échéance. Pourriez-vous nous dire quelles sont les mesures qui ont été prises à la suite de cette recommandation du Comité des finances et comment elles se reflètent dans les emprunts en cours?

M. McDermid: Si vous le permettez, je vais demander à Gordon King de vous répondre.

M. Gordon King (directeur général, Politique du secteur financier, Bureau de la privatisation et des affaires réglementaires): En fait, l'année dernière, nous avons lancé un programme d'obligations assez important même si le pouvoir d'emprunt n'a été adopté qu'à la fin du premier trimestre si bien que, pendant un certain temps, le gouvernement ne pouvait pas émettre d'obligations. Par la suite, les obligations ont été émises sur une période de neuf mois à un rythme beaucoup plus rapide qu'au cours des années précédentes.

De toute évidence, le gouvernement doit maintenir un juste équilibre entre les marchés sur lesquels il emprunte. S'il emprunte trop sur un marché, il peut faire monter les prix et engorger le marché en question. Il faut tenir compte de la capacité d'absorption du marché sur lequel vous désirez emprunter, compte tenu de la taille de la dette.